

rouge

journal d'action communiste

bimensuel



**Ceux qui croient
aujourd'hui
au référendum
sont ceux qui,
en mai,
ne croyaient pas
à la révolution**

quelques questions à propos du référendum

La place de godillot du Général n'est plus de tout repos. Elle suppose désormais une souplesse d'adaptation à laquelle il faut rendre hommage. Lorsque le référendum fut annoncé, l'U.D.R. se mit en marche sur le thème « Pas de politisation du référendum, la victoire des « Non » ne sera pas interprétée comme un désaveu de la politique générale du régime. » Puis il y eut une grève générale de très grande ampleur, avec des centaines de milliers de manifestants, bref le retour de la conjuration ; le référendum sur la réorganisation régionale fut maintenu mais il devint une « question de confiance », c'est-à-dire ouvertement un plébiscite avec tout ce que cela comporte. D'un côté, ce qui reste de la majorité mobilise le ban et l'arrière-ban, édite aux frais des contribuables des milliers de journaux, utilise à loisir tous les moyens d'information pour montrer aux électeurs qu'il n'y a rien de plus démocratique qu'un référendum. C'est le peuple tout entier qui, en dernière analyse, choisira, après avoir démocratiquement financé la propagande gouvernementale. Face à cela il y a le camp des « Non » qui va de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme à Lecanuet et G. Bidault, chacun avec des raisons et des buts diamétralement opposés. Quant à nous, nous avons décidé de boycotter ces élections, SANS FAIRE, IL FAUT LE DIRE, DE CE CHOIX TACTIQUE UN CLIVAGE DECISIF. Arrêtons-nous cependant sur quelques objections pour expliquer la cohérence de notre attitude :

1°) LE BOYCOTT NE SERAIT PAS UN MOT D'ORDRE LENINISTE, IL RELEVE DU GAUCHISME TEL QUE LE DECRIT LENINE.

Sur ce plan il s'agit d'être clair et non dogmatique et de comprendre quelle a été l'attitude des dirigeants révolutionnaires face aux élections dans un régime bourgeois. Dans ce domaine il y a une analyse de fond qui nous semble toujours valable sur le rôle des élections en régime parlementaire. Condamnant toute stratégie électoraliste, Lénine expliquait que le vote consistait à « décider périodiquement quel membre de la classe dominante opprime, écrasera le peuple au Parlement. Voilà l'essence même, ajoutait-il (1), du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies parlementaires constitutionnelles, mais aussi dans les républiques les plus démocratiques. » Partant de cette constatation, Lénine ne préconisait pas le boycott systématique des élections. Bien au contraire, sans se faire aucune illusion quant à ses conséquences, il y voyait là le moyen pour le parti révolutionnaire de faire connaître son programme, d'éduquer les masses et de juger, certes de façon déformée, du rapport de forces qui existait dans le pays. Ceci étant rappelé, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si, dans le contexte actuel, la participation au plébiscite, avec toute la mystification supplémentaire que cela représente par rapport à des législatives, permettra de remplir ces fonctions. Notre réponse est la même qu'en juin. Il ne s'agit en effet

pas d'élections routinières qui permettent à la bourgeoisie de changer son personnel mais d'une « opération survie » visant, dans une période de très grande combativité ouvrière et d'instabilité gouvernementale, à faire dévier les objectifs du mouvement ouvrier. Mai 68 a bouleversé la situation politique en France en posant au mouvement ouvrier l'alternative suivante : renverser le gaullisme par une action extra-parlementaire de grève, d'occupation des usines et de construction de double pouvoirs ou attendre des urnes la concrétisation politique de ces luttes. La première solution a ébranlé considérablement et de façon décisive le pouvoir (mai-juin), la deuxième représente la seule porte de sortie pour la bourgeoisie qui, tant qu'elle est au pouvoir, reste maître du jeu électoral et pour cela dispose de tous les moyens étatiques du bourrage de crâne, de loi électorale sur mesure, de question ambiguë, etc., sans commune mesure avec les moyens dont dispose le mouvement ouvrier.

Dire que le socialisme ne viendra pas dans les urnes n'est pas le rêve d'enragés assoiffés de sang, mais la simple constatation et expérience de ce que représente la puissance de l'Etat de la classe au pouvoir.

Bien que le rapport des forces ne soit plus comme en mai, il existe toujours des conditions réelles de renversement du régime. C'est pourquoi nous avons aujourd'hui cette position.

Ce n'est pas le gauchisme qui est aujourd'hui le danger essentiel dans la conscience des travailleurs, c'est encore la croyance au bulletin de vote. En participant à l'opération on n'éduque pas l'avant-garde, on contribue au contraire à participer aux illusions électoralistes, alors qu'une lutte extra-parlementaire EXISTE RELEMENT.

2°) CERTES, MAIS UNE VICTOIRE DES « NON » AGGRAVERAIT LA CRISE DU REGIME ET LE BOYCOTT RISQUE DE FAIRE LE JEU DU GAULLISME.

A court terme, cela peut paraître exact ; mais rien ne peut plus ébranler le régime que les journées révolutionnaires de mai ; le problème n'est plus de « l'ébranler » tous les six mois mais de se donner les moyens de le renverser. Une répétition de mai sans programme et sans organisation révolutionnaires risque cette fois d'aboutir à un échec et à une répression sans commune mesure avec ce que l'on a vécu. Or, une hypothétique victoire des « Non » ne nous fait pas progresser sur ces deux points. Il est révélateur d'ailleurs que ce n'est que dans des occasions électorales que « l'union de la gauche » se fait, alors que pendant les luttes de classes, les Mollet, Mitterrand et consorts passent sous la table. La droite antigauilliste mise de côté, la « gauche » partisan du « Non » n'offre aucune alternative

(1) Lénine : « L'Etat et la Révolution ».



Je désire prendre contact avec la rédaction de Rouge :
 — afin d'assurer une correspondance régulière...
 — afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
 — afin de participer à un Cercle Rouge.

Nom
 Adresse
 Profession
 Age
 Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19°

révolutionnaire au gaullisme. En fait, si l'on comprend le but de l'opération gaulliste, on peut, au risque de faire hurler certains, affirmer que comme en juin, c'est l'acceptation du référendum qui fait le jeu du gaullisme en lui redonnant provisoirement l'initiative d'une opération qu'il peut maîtriser. Or, au niveau des luttes en cours, les résultats de cette collaboration objective entre les appareils ouvriers et le pouvoir ne se sont pas fait attendre. De Gaulle - dramatiser - la situation et Ségué, une fois de plus, ne tombera pas dans le piège, il refusera de - dramatiser - : - le gouvernement, dit-il, a délibérément opté pour l'intransigeance, en croyant sans doute provoquer sur le plan social une situation dont il pourrait tirer avantage à la veille d'un référendum qui lui inspire de sérieuses inquiétudes (1). - En gros, cela signifie : - En mai, vous vous attendiez à ce que l'on prenne le pouvoir ! Eh bien, on vous a eu, on a refusé !. Aujourd'hui, vous vous attendez à de grandes grèves qui effraieraient la population ? Eh bien, il n'y en aura pas ! Nous, on veut beaucoup de - Non - aux élections. - Pas de prise de pouvoir, pas de durcissement social, c'est exactement ce que de Gaulle voulait et veut aujourd'hui avec son référendum ! Dès lors qu'on l'accepte, il faut effectivement choisir, et jouer le jeu de l'adversaire

3°) ON POURRAIT A LA RIGUEUR VOUS COMPRENDRE SI TOUS LES COURANTS REVOLUTIONNAIRES S'UNISSAIENT, MAIS VOUS ETES DIVISES ET BEAUCOUP NE COMPRENNENT PAS VOS QUERELLES DE CHAPELLES.

Cela est vrai, il existe depuis mai des milliers de militants révolutionnaires regroupés autour de journaux (« Rouge », « L. O. », ...), du P.S.U. ou inorganisés. Phénomène nouveau, durable, qui fait qu'aujourd'hui il existe une véritable force politique qui serait beaucoup plus efficace dans une seule organisation. Un regroupement incohérent, sans base politique claire ne peut qu'aboutir à des scissions au moindre événement politique, avec tout ce que cela comporte d'écœurement et de négatif pour le mouvement. L'échec du Mouvement Révolutionnaire créé en juin sans base sérieuse est une expérience qu'il faut analyser. La multiplicité des courants révolutionnaires n'est pas le fruit du hasard ou de la seule volonté de préserver coûte que coûte sa chapelle. C'est le résultat de l'explosion de la crise du stalinisme après des dizaines d'années de reculs du mouvement ouvrier et de vide théorique de la part des organisations traditionnelles. Aujourd'hui, « l'actualité de la révolution » dans le monde pose aux jeunes générations une série de problèmes qui sont pour la plupart autant de découvertes, mais qu'on ne peut voir trancher que dans la pratique et non à coup de citations. Cela dit, malgré les apparences, il y a une certaine continuité du mouvement révolutionnaire qui oblige peu à peu tous les groupes à se situer par rapport aux tendances révolutionnaires qui existent à l'échelle internationale. La phase actuelle est une phase de clarification politique où se mêlent les acquis actuels et passés du mouvement révolutionnaire. La construction d'un parti marxiste révolutionnaire passera par une série de fusions qu'on ne peut encore prévoir sous peine de geler artificiellement les évolutions en cours. Mais pour ceux comme nous qui croient à la nécessité d'une organisation de type léniniste nationale et internationale, il ne peut être question de se dissoudre dans une promesse de parti révolutionnaire et prendre la proie pour l'ombre. Cette attitude de clarté ne peut qu'aider toutes les composantes du mouvement révolutionnaire à se définir, à s'organiser, comme nous et de la sorte à clarifier un débat enrichissant pour tout le monde.

Nous n'avons pas la prétention d'être le parti révolutionnaire, mais nous avons la faiblesse de croire que les acquis du léninisme et du trotskysme restent une base décisive pour notre orientation et ceci sans dogmatisme mais à la lumière notamment des événements de mai. Quant aux rapprochements avec les autres courants, ils ne seront pas le seul résultat de débats idéologiques mais le fruit d'une action commune sur les points d'accord et d'un débat commun quant aux conséquences à en tirer. Voilà pourquoi les fusions futures, selon nous, passent dans un premier temps par l'organisation et la clarification politiques des différents courants et par l'action commune dans la lutte de classes sur les objectifs communs, sans craindre alors la polémique. L'unité d'action avec nos camarades P.S.U., de « Lutte Ouvrière » ou d'ailleurs est nécessaire, elle sera d'autant plus fructueuse à long terme que notre courant se sera organisé, ce qui se fait aujourd'hui.

Certes, on peut attendre de voir se construire le parti révolutionnaire de demain du haut de sa tour d'ivoire en comptant les points avec ironie. Quant à nous, la crise du régime nous impose de mettre les bouchées doubles.

force ouvrière et la lutte des classes

Le congrès de Force Ouvrière s'est prononcé à 89,5 % des voix pour le non au référendum ; c'est la première fois que la centrale qui se dit les mains pures, le syndicat vraiment syndical, prend une telle position ; quelles en sont les raisons ? Est-ce qu'il y a quelque chose de changé au royaume de l'apolitisme ? L'année dernière, Bergeron déclarait qu'« en 58, certains croyaient le mouvement syndical assumer des responsabilités qui, en démocratie, sont naturellement celles des partis politiques ; nous avons résolument dit « non », nous le redirons demain »...

UNE BUREAUCRATIE MANOEUVRIERE ET HYPOCRITE

Pour Bergeron, il s'agit bien du même « non » et rien n'a changé, car Bergeron vote « non » au référendum, et ce, tenez-vous bien, parce qu'il voit dans le projet gaulliste un risque de politisation des syndicats. Lorsqu'on songe aux origines de F.O. et à l'anticommunisme dont elle a fait preuve durant son existence, on peut esquisser un sourire ironique. L'histoire a ses nécessités et l'apolitisme proclamé de F.O. la conduit à participer à une consultation électorale qui s'inscrit dans un contexte hautement politique, celui de la tentative de stabilisation du gaullisme. Les sophismes de Bergeron masquent mal la réalité essentielle qui est que le syndicat ne peut se soustraire à la société où il vit, que son existence même a une signification politique qu'il ne peut pas refuser.

De plus, malgré ses subtilités sur la pureté syndicale, la direction de Force Ouvrière n'hésite pas à aller une fois de plus contre ses principes hautement proclamés : après s'être prononcée pour le « non », selon les principes sacrés de l'indépendance syndicale qui refusent toute souillure politique et qui donc, par conséquent, devraient conduire au refus de participation aux organismes mis en place par le gaullisme, la direction de F.O. n'exclut pas formellement la possibilité de siéger dans de tels organismes, comme le lui demandait la minorité anarchiste et lambertiste. On a même vu un représentant de la Fédération des Transports (Felce) faire campagne pour le oui et la participation. Comme quoi les envolées lyriques sur la Charte d'Amiens recouvrent de bien curieuses marchandises...

La direction de F.O. se meut avec allégresse dans un univers mythique marqué par l'horreur du politique. Il n'est évidemment pas question de participer à une élection législative, mais, mon Dieu, pour un référendum qui, de plus, risque de porter atteinte à la pureté syndicale, on peut faire une exception... c'est se moquer du monde et des adhérents de F.O. en particulier, car tout le monde sait et Bergeron le premier, que le référendum est une opération politique visant à calmer par la potion électorale les soubresauts du serpent de la pagaille.

POURQUOI F.O. NE PEUT PAS FAIRE AUTREMENT ?

Les bureaucrates avisés qui dirigent F.O. ne se lancent pas par hasard dans une opération de ce style. Elle se situe après une mutation sociale et politique au sein de la classe ouvrière. Jusqu'à ces dernières années, la vie syndicale était marquée par le poids de la C.G.T. auquel faisait contrepoids l'anticommunisme de F.O., tandis que la C.F.T.C. organisait les travailleurs sous la coupe de l'Eglise. Depuis quelques années, la C.F.T.C. est devenue C.F.D.T. et a tenté d'apparaître comme une centrale plus dynamique que la C.G.T. vieillie. De ce fait, F.O. a perdu son rôle de contrepoids de la C.G.T. et, de plus, l'apolitisme qui avait une raison d'être face à l'emprise stalinienne sur la C.G.T. perd tout attrait dès lors que la C.G.T. est contestée sur la gauche par la C.F.D.T. ou une partie de sa base. Dès lors, F.O. ne peut plus se contenter de son attitude traditionnelle corporative et anticommuniste.

rouge n° 15

sommaire

- Editorial : quelques questions à propos du référendum
- Force ouvrière et la lutte des classes
- Les bureaucrates syndicaux commentent « leur » grève
- Pour comprendre l'Espagne et l'exception
- Le conflit frontalier sino-soviétique
- Construire le parti : les révolutionnaires à la croisée des chemins

Le numéro 15 de « Rouge » sort exceptionnellement sur 8 pages.

Le numéro suivant comportera le nombre de pages habituel.

(1) G. Ségué, « l'Humanité » du 20 mars 1969.

force ouvrière et la lutte des classes (suite)

Un autre facteur a joué dans les décisions du congrès de F.O. : c'est la combativité de la base dans les secteurs où F.O. était implantée. Fonctionnaires, secteurs para-étatiques, tertiaires. Il s'agit donc, pour les bureaucrates réformistes, non pas tant de satisfaire la combativité de la base et d'essayer d'attirer à soi les éléments dynamiques, mais surtout de conserver les positions acquises, donc de satisfaire aux moindres frais le mécontentement latent de ces secteurs. Le but essentiel est de rester la « troisième grande centrale syndicale » et d'avoir son mot à dire, de pouvoir encore jouer le rôle de force tampon ou de syndicat bons offices. Egalement, l'effondrement de la social-démocratie transfère ses responsabilités politiques au syndicat qui reste la seule institution réformiste ayant un tant soit peu d'existence.

Egalement a joué l'existence des minorités anarchistes, trotskystes et modernistes qui obligeait la direction à préserver l'équilibre de la centrale, et donc à satisfaire en partie leurs exigences. Toutefois, le problème essentiel reste, pour F.O., de se resituer dans un champ syndical qui s'est modifié : la C.F.D.T. tend à récupérer ceux que rebute l'immobilisme stalinien de la C.G.T., avec cet avantage sur F.O. qu'elle est combative et n'hésite pas à prendre des positions gauchistes. Donc l'anticommunisme fatigué de F.O. n'offre plus de perspectives et les réformistes le savent bien. Le non au référendum est un premier pas vers une opération qui commence à s'amorcer : tenter de redonner un peu de neuf au réformisme puisque l'anticommunisme seul ne suffit plus, au besoin en s'alliant avec la direction de la C.F.D.T. (cf. les conversations entre les deux centrales), mais sans hésiter à lui couper l'herbe sous le pied (en prenant une initiative politique avant elle). Gageons que la remontée des luttes ne permettra pas une stabilisation du réformisme mais accélérera sa crise.

diffusez massivement les « cahiers rouges »

La propagande communiste est l'une des tâches fondamentales de l'heure. Pour s'acquitter de cette tâche, « Rouge » seul ne peut suffire. Il faut prendre le temps et la place d'approfondir certains problèmes décisifs pour la compréhension des luttes de classe en France et dans le monde. A cette fin, le comité de rédaction de « Rouge » publie les « Cahiers Rouges », brochures de formation et d'action communistes.

Sont parus à ce jour :

- Eléments de théorie économique marxiste. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 1.
- Contradictions capitalistes et crise monétaire. 40 pages. 1 F. - Document Rouge - .
- La médecine confisquée. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 2.
- De la bureaucratie. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 3.
- Kuron et Modzelewski : lettre ouverte au parti ouvrier polonais. 80 pages. 3 F. - Cahier Rouge - n° 4.

- Où va la Tchécoslovaquie ? 2 F. - Cahier Rouge - n° 5.

A paraître :

- La crise du Moyen-Orient.
- Qu'est-ce que le contrôle ouvrier ?

les bureaucrates syndicaux commentent « leur » grève

**Le patronat ne paie pas, le combat paiera !
Tilsitt-Grenelle non ! Sochaux-Le Mans oui !
Ces mots d'ordre ont été repris par des milliers de
travailleurs dans la manifestation du 11 mars de la
République à la Bastille.**

**Pour la direction de la C.G.T., l'incapacité à empêcher
cela est un drame.**

**Prenant prétexte d'un mini-cortège anarcho-
maoïste, elle semonce la direction de la C.F.D.T.
pour sa mansuétude coupable.**

**Nous publions ici l'échange de correspondance
charmant entre MM. Dréan et Duvivier. Il ne s'agit
pas pour nous de nous réfugier dans un soutien à la
direction C.F.D.T. Le caractère dérisoire par rapport
aux tâches d'aujourd'hui des mots d'ordre proposés
par la C.F.D.T. face à ceux de la C.G.T. n'est que
trop évident.**

**Mais cet échange dévoile comment les centrales
préparent entre elles les promenades des jours de
grève.**

mise au point

La rédaction de « Rouge » informe les militants et les lecteurs qu'elle n'a jamais participé à un quelconque « Comité d'initiative pour la grève du vote ». Aucun rédacteur de « Rouge » n'a signé de manifeste de ce comité. L'utilisation de notre signature (cf. « Le Monde ») constitue une de ces escroqueries politiques dont certains sont coutumiers.

CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières...

Informez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

B.P. 201 Paris 19^e
« ROUGE »

U.R.P. - C.F.D.T.
26, rue Montholon
PARIS-9^e

PARIS, le 20 mars 1969
Au camarade DREAN
et aux responsables de l'Union Syndicale
C.G.T. de la Région parisienne
85, rue Charlot - PARIS-3^e

Camarades,

C'est avec étonnement que nous avons pris connaissance de votre lettre du 14 mars concernant la manifestation du 11, car nous ne partageons pas votre point de vue sur l'appréciation de son déroulement.

La dramatisation à laquelle vous vous livrez, en partant de faits qui sont restés limités par rapport à l'ampleur qu'a eue cette manifestation, nous paraît exagérée.

D'autre part, nous considérons que, compte tenu du contexte parisien et des désaccords exprimés par de nombreux travailleurs à l'égard des attitudes de la C.G.T. dans la conduite de l'action syndicale, cette manifestation du 11 mars s'est déroulée dans d'assez bonnes conditions. Le défilé de la République à la Bastille n'était pas, après tout, une procession de fidèles, mais une manifestation de protestation, et les causes du mécontentement populaire sont si profondes actuellement qu'il est compréhensible que des manifestants ne se soient pas contentés des mots d'ordre de la C.G.T. sur l'échelle mobile des salaires, mais aient cherché à exprimer par des slogans conformes aux objectifs de cette journée, leur volonté de transformation de la société capitaliste dont les travailleurs subissent les méfaits.

Quant à l'attitude que les responsables du service d'ordre de la C.F.D.T. ont adoptée, nous affirmons qu'elle a été en tous points conforme, d'une part à ce qui avait été convenu entre nous avant la manifestation, et d'autre part à ce que doit être le comportement de militants dans un service d'ordre d'une manifestation de caractère syndical. Grâce à l'esprit d'initiative dont ils ont fait preuve, à leur habitude des responsabilités et à leur sens tactique, des affrontements entre manifestants ont pu être évités.

En effet, les procédés utilisés par certains éléments du service d'ordre de la C.G.T. ont été jugés sévèrement par de nombreux travailleurs. S'il s'était agi de s'opposer à des contre-manifestants, on aurait pu, à la rigueur, comprendre cette attitude, mais ce n'était pas le cas. Il s'agissait, pour la plupart, de manifestants que nous nous refusons, pour notre part, à assimiler en bloc, comme vous le faites, à « des provocateurs », à « des énergumènes » ou à « des individus dangereux ». Nous nous félicitons donc du comportement de nos camarades qui ont su agir avec discernement.

Nous pouvons aussi apporter d'autres précisions :

— Place des étudiants et lycéens dans le cortège :

Lors des réunions préparatoires, vous aviez admis, sur notre insistance, la participation de l'U.N.E.F. et des C.A.L. à la manifestation. Il avait été convenu de leur réserver une place dans le défilé entre les départements des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne.

Mais, contrairement à ce que nous souhaitons, ainsi que plusieurs représentants de la F.E.N., c'est-à-dire que tous les étudiants et lycéens soient à cet endroit du défilé, vous avez réclamé, pour les « tendances » de ces organisations, c'est-à-dire « l'U.N.E.F. Renouveau » et « l'U.N.C.A.L. ».

Paris, le 14 mars 1969
Au Camarade Duvivier,
Secrétaire Général de l'U.R.P.-C.F.D.T.

Camarade,

A l'issue de la journée du 11 mars, qui fut une ample riposte des salariés à l'attitude intransigeante du patronat et du gouvernement aux discussions de Tilsitt, nous tenons à vous livrer nos réflexions sur cette journée, et particulièrement sur le déroulement de la manifestation que nous avions organisée en commun avec les sections parisiennes de la F.E.N. et qui, de la République à la Bastille, a rassemblé plus de 200 000 participants.

Dans le communiqué commun que nous publions à la veille de cette manifestation, en précisant les objectifs et les mots d'ordre de la journée, nous déclarions :

- Les organisations syndicales de la région parisienne, informées du désir d'autres organisations de se joindre à la manifestation, souhaitent et recommandent vivement à ces dernières qu'elles s'abstiennent de tout mot d'ordre, emblème, sigle qui puissent dénaturer le caractère syndical et les objectifs de la manifestation. Le bon déroulement de cette manifestation commune dépend du respect, par chaque organisation, des engagements pris ensemble et pour les organisations s'y ralliant, du caractère et des objectifs fixés par les Syndicats organisateurs de la manifestation.

Nous considérons que le comportement de certains responsables de votre organisation a mis en cause les engagements que vous aviez souscrits.

Dès le début de la manifestation, des groupes provocateurs ont tenté de prendre la tête de la manifestation. Ces groupes arboraient des drapeaux noirs, des portraits étrangers au contenu de la journée, et scandaient des slogans et mots d'ordre insultant les organisations syndicales, tels que « Tilsitt ! Trahison ! ».

Afin de préserver le caractère de la manifestation et son bon déroulement, notre service d'ordre a dû refouler et maintenir les provocateurs sur le trottoir, afin de leur enlever toutes prétentions de prendre la tête du défilé ou de s'y intégrer.

Dans cette action, les militants de la C.G.T., membres du service d'ordre, ont rencontré l'opposition du service d'ordre de la C.F.D.T. qui était partisan de les tolérer dans la manifestation.

C'était un premier manquement aux engagements pris en commun. Il y en eut d'autres qui confèrent à ce premier incident un caractère de gravité.

Quelques instants plus tard, un groupe de militants de la C.F.D.T. de différentes corporations : bâtiment de la région parisienne, commerce, P.T.T. et cheminots, ont invité les tribuns à s'intégrer dans leurs rangs et, les encadrant, ont défilé avec eux jusqu'à la place de la Bastille.

Cette collusion, entre des militants de la C.F.D.T. et les groupes provocateurs gauchistes, maoïstes, trotskystes ou autres, n'est pas sans susciter de sérieuses réflexions.

En effet, lorsqu'on sait que, lors de la dislocation, ces énergumènes ont tenté de s'y opposer, d'entraîner la manifestation au-delà de la place de la Bastille, on comprend

le conflit frontalier sino-soviétique

1. - LES ANTECEDENTS HISTORIQUES

Puissance semi-coloniale soumise à d'incessantes agressions et humiliations de la part des grandes puissances capitalistes, la Chine impériale a vu les marches de son Empire dépecées au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. La Grande-Bretagne s'empara de Hong-Kong et de la Birmanie, la France de l'Annam, le Japon de Formose ; la Russie tsariste s'adjudica la rive droite de l'Amour (1845), les régions le long de l'Oussouri et du Song-Tcha (1860), des parties de la Mongolie (1864), l'ouest d'Ili (1881), une partie du Pamir chinois (1893) et la presqu'île de Liaotoung avec Port-Arthur (perdus ensuite au profit du Japon).

Ces traités inégaux au moyen desquels les puissances impérialistes ont taillé dans la chair des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Océanie (après avoir balkanisé l'Amérique latine) n'ont jamais été reconnus comme éternels par les marxistes et les mouvements révolutionnaires anti-impérialistes. Dès l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en Russie, Lénine et Trotsky proclamèrent officiellement cette non-reconnaissance des traités inégaux.

Le 27 septembre 1920, le gouvernement soviétique publia une note selon laquelle « il déclare nuls et non avenus tous les traités conclus par l'ancien gouvernement russe avec la Chine, renonce à tout le territoire arraché à la Chine et restitué à la Chine, sans contrepartie et pour toujours, tout ce que le gouvernement tsariste et la bourgeoisie russe lui ont pris d'une façon rapace ».

L'exécution de cette promesse était différée jusqu'à ce qu'un gouvernement ayant la confiance des masses laborieuses se trouve à la tête de la Chine. Or, après la proclamation de la République populaire de Chine, Staline n'a pas respecté la promesse de Lénine et de Trotsky. Voilà la responsabilité principale dans la tension qui oppose aujourd'hui deux Etats ouvriers en Extrême-Orient.

Certes, la Chine impériale du XIX^e siècle était un Empire opprimant de nombreuses nationalités au même titre que la Russie tsariste ou que les puissances impérialistes européennes. La destinée finale des territoires que Lénine et Trotsky promirent de recéder à la Chine devait dépendre d'une application du principe des droits des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Il est fort possible qu'après une cession symbolique de ces territoires, les populations de plusieurs d'entre eux optent en faveur d'une vie autonome au sein de l'U.R.S.S., ou encore en faveur de l'indépendance, ou d'un condominium sino-soviétique. La même règle se serait sans doute appliquée aussi à pas mal de populations allogènes habitant le territoire de la R. P. de Chine.

Pourquoi Lénine et Trotsky avaient-ils eu néanmoins raison de poser le problème comme ils le posèrent en 1920 ? Parce qu'ils avaient compris que « l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité

compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale... Il ne faut pas seulement l'égalité formelle, il faut aussi compenser d'une façon ou d'une autre, par son comportement ou les concessions à l'allogène, la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez lui par le gouvernement de la nation « impérialiste ». (Lénine, Œuvres complètes, tome 36, p. 621, Moscou, 1959. Editions en langues étrangères.)

2. - DEUX RESPONSABLES : UNE DOCTRINE, UNE COUCHE SOCIALE

L'équipe de Mao Tsé-toung venue au pouvoir en R.P. de Chine n'a pas réclamé immédiatement la révision des frontières avec l'U.R.S.S. Elle n'a pas non plus cherché à modifier ces frontières par la force. Pendant huit ans, tant sous Staline que sous Khrouchtchev, elle a pratiqué la « coexistence pacifique » avec le gouvernement soviétique, en échange d'une aide économique et militaire substantielle.

Mais même pendant cette période, les deux gouvernements ont commencé (ou continué) à mettre en chantier des plans de développement industriel, agricole et démographique (colonisation) des régions de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient complètement séparés les uns des autres. L'application de la doctrine de la « construction du socialisme dans un seul pays » aboutit ainsi à des résultats d'abord absurdes (impliquant des gaspillages considérables), puis véritablement mauvais.

Cette politique est contraire à la doctrine marxiste et léniniste. Dans l'A.B.C. du Communisme, qui a été le manuel doctrinal du parti bolchevik sous Lénine, il est dit ce qui suit :

« Notre autre devoir concerne nos relations économiques avec les pays où le prolétariat est déjà victorieux. Avec ces pays, non seulement nous devons établir des relations d'échange, mais encore un plan économique commun... Notre but est la centralisation de la production sur une échelle internationale. » (N. Boukharine et E. Preobrajensky : « L'A.B.C. du Communisme », Paris, Maspéro, 1963, p. 264.)

Ces principes n'ont été appliqués après 1949 ni par le gouvernement soviétique ni par le gouvernement chinois. Tous les deux s'inspirèrent d'un nationalisme économique étroit. Tous les deux cherchèrent à « construire le socialisme » en vase clos, dans les limites d'une économie nationale.

Cette politique nationaliste ne correspond ni aux intérêts des travailleurs soviétiques, ni à ceux des travailleurs chinois. Ses racines sociales résident dans les intérêts particuliers d'une couche bureaucratique, qui tente de conserver un monopole de pouvoir politique et économique au sein de chaque Etat ouvrier. Sur l'existence de cette bureaucratie en U.R.S.S., les faits abondent. Quant à la R.P. de Chine, Mao Tsé-toung lui-même en confirme l'existence, puisqu'il justifie précisément le déclenchement de la « révolution culturelle » par l'existence d'une telle couche privilégiée, contre laquelle il faut mener une « révolution politique ».

3. - D'UN CONFLIT IDEOLOGIQUE A UN CONFLIT ENTRE ETATS

A partir de 1957, un conflit idéologique éclate entre la direction soviétique et la direction chinoise. Nous ne retracerons pas ici les étapes de ce conflit. Contention-nous de rappeler que si les dirigeants chinois restent, sur de nombreuses questions, attachés à des thèses d'origine stalinienne qui constituent une révision du marxisme (ex. socialisme dans un seul pays ; aggravation de la lutte de classes sous le socialisme ; alliance avec la bourgeoisie dite « nationale » dans la révolution anti-impérialiste ; refus d'admettre que celle-ci ne peut que déboucher sur la révolution socialiste pour remporter la victoire ; appréciation du rôle de Staline dans le processus de dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S.), sur une série de problèmes brûlants de la révolution internationale, ils défendent des positions plus progressistes que les dirigeants du Kremlin : c'est notamment le cas de la « coexistence pacifique », des « voies pacifiques vers le socialisme », défense de la théorie léniniste de l'Etat pour les pays occidentaux, opposition au néo-réformisme des P.C. de masse, etc. Leur polémique a incontestablement affaibli les bases du khrouchtchevisme et du néo-stalinisme dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire international, surtout dans la jeunesse et chez les militants communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux.

A partir des années 60, ce conflit idéologique a commencé à se transformer en conflit entre Etats, ce qui a porté de graves préjudices à la cause de la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste dans le monde. Il n'y a pas de doute que la responsabilité principale de la rupture de l'alliance sino-soviétique incombe à la bureaucratie soviétique. Tout au plus peut-on ajouter que les excès de langage des dirigeants chinois ont à ce propos facilité la tâche du Kremlin.

Cette rupture de l'alliance, c'était l'arrêt brutal de l'aide économique de l'U.R.S.S. à la République Populaire de Chine, au moment où celle-ci traversait de graves difficultés économiques. C'était le refus d'apporter une aide à la Chine pour que celle-ci construise des armes de défense nucléaires face à la menace nucléaire que l'impérialisme américain faisait peser sur elle. C'était une politique de rapprochement diplomatique avec l'impérialisme américain sans exiger comme condition minimale l'arrêt du blocus américain de la Chine et le règlement du contentieux sino-américain (occupation militaire de Formose ; élimination de la R.P. de Chine de l'O.N.U., etc.).

4. - LES IMPLICATIONS DE LA THEORIE DE LA « SOUVERAINETE SOCIALISTE LIMITEE »

Les dirigeants du Kremlin font grand cas, ces temps-ci, d'une théorie du « Commonwealth socialiste » : Moscou aurait non seulement le droit mais même le devoir d'intervenir militairement partout où les bases du socialisme seraient mises en danger par les « complots » des impérialistes ou de leurs agents.

Certes, en théorie, le concept d'une « souveraineté nationale intégrale » au sein d'une société internationale en train de construire le socialisme, par l'alliance fraternelle des masses laborieuses, est indéfendable. Dans une telle société, fondée sur une planification internationale de l'expansion économique (qui implique que soient supprimées par étapes les différences de niveau de développement et de vie des peuples pauvres et des peuples dits « riches »), il n'y aurait aucune raison de protéger jalousement « ses » ressources nationales. Mais une telle communauté devrait être fondée sur l'adhésion volontaire des peuples, sur la démocratie socialiste la plus large qui protège jalousement les droits des minorités, sur des gouvernements qui sont clairement et sans possibilité de contestation aucune, l'émanation de la volonté librement exprimée de la majorité des travailleurs.

Dans les rapports entre l'U.R.S.S., ses alliés et les autres Etats ouvriers, aucun de ces principes n'est appliqué. La bureaucratie soviétique a appliqué à l'égard de tous ces pays, à des étapes diverses, des politiques de spoliation et d'oppression nationale. Aussi, la thèse de la « souveraineté socialiste limitée » appliquée par le Kremlin à l'égard d'autres Etats ouvriers n'est-elle nullement l'énoncé d'un principe internationaliste ; elle est simplement l'affirmation cynique du droit de la bureaucratie soviétique d'imposer sa loi aux autres peuples qui ont aboli le capitalisme.

Qui peut s'étonner, dans ces conditions, que ces peuples ne veulent point de cette « souveraineté limitée » ? Qui s'étonnera de ce qu'ils se méfient et craignent que Moscou ne répète demain à l'égard de la Yougoslavie, de la Roumanie ou de la Chine ce que la bureaucratie a déjà bel et bien pratiqué à l'égard de la Tchécoslovaquie ?

Cette méfiance est-elle sans fondements ? Les dirigeants soviétiques n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes s'il en est ainsi. Car ils n'ont pas respecté cet avertissement prophétique de Lénine :

« Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous sapions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de



nos propres allogènes. Une chose est la nécessité de faire front tous ensemble contre les impérialistes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là il ne saurait y avoir de doute, et il est superflu d'ajouter que j'approuve absolument ces mesures. Autre chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. »

(Lénine : « Œuvres Complètes », tome 36, p. 624.)

5. — L'HISTORIQUE DU CONFLIT FRONTALIER

En 1951, lors de la lune de miel sino-soviétique, les deux gouvernements constituèrent une commission mixte sur les règlements de la navigation fluviale et la pêche dans la région de l'Amour et de l'Oussouri, où la souveraineté sur les îles situées près de la confluence des deux fleuves est contestée. En décembre 1957 un nouveau traité sino-soviétique est conclu à ce propos. En avril 1966, lorsque le conflit sino-soviétique est déjà fortement accentué, le ministre chinois des Communications limite les droits accordés aux Soviétiques préalablement. La 14^{ème} session de la commission mixte se réunit en août 1967. Depuis lors, elle ne s'est plus réunie.

Dès 1963, les premiers incidents de frontières se sont produits dans cette région. Le gouvernement soviétique attirait l'attention sur le fait que les autorités chinoises avaient donné des instructions aux pêcheurs chinois de procéder sur les îles en dispute sur les fleuves Amour et Oussouri comme s'il s'agissait d'un territoire chinois.

Il semble incontestable que des dizaines d'incidents se sont déjà produits dans cette région au cours des dernières années. La question à poser est donc moins celle de savoir qui a provoqué les deux derniers incidents (du 2 mars et du 15 mars), mais pourquoi ces incidents ont été délibérément exploités et grossis de part et d'autre.

Il est impossible de donner un avis objectif sur la souveraineté sur l'île Damanski d'après la frontière de 1949. Le « Far Eastern Economic Review », revue bourgeoise de Hong Kong, qui n'est généralement pas tendre pour le régime de Mao, écrit dans son numéro du 13 mars 1969 que les cartes chinoises antérieures à la prise du pouvoir par Mao confirment la souveraineté chinoise sur les îles de l'Oussouri. Mais elle ajoute immédiatement qu'il ne s'agit pas là d'une preuve absolue, puisque le régime de Tchang Kai-Chek avait, lui aussi, avancé des revendications territoriales à l'égard de l'U.R.S.S. De vieux atlas semblent cependant confirmer la thèse chinoise.

Par ailleurs, les communiqués soviétiques se contredisent puisqu'ils parlent tantôt de « deux cents soldats chinois », tantôt d'une « foule de civils avec des miliciens déguisés en civils » qui auraient ouvert le feu du côté chinois le 2 mars. La presse chinoise avait signalé depuis longtemps (en protestant) des concentrations de troupes soviétiques le long de la frontière d'Extrême-Orient, et la presse soviétique elle-même a admis que des blindés et des avions lourds participent au combat du côté soviétique (voir l'article de la « Krasnaya Zvezda », cité dans « Le Monde » du 21 mars 1969), alors que rien de pareil n'a été reproché aux Chinois, même de la part des Soviétiques.

6. — QUI A INTERET AU GONFLEMENT DE CES INCIDENTS ?

Mais même si tous ces faits sont exacts, et s'ils établissent que le Kremlin a voulu exercer une pression militaire inadmissible pour trancher un différend mineur, il n'en reste pas moins vrai que la riposte chinoise a été, elle aussi, hors mesure avec l'enjeu de la question.

On comprend que des généraux bourgeois ou féodaux sacrifient sans compter la vie de soldats pour des lambeaux de terrain. Il est inadmissible que des états-majors et des directions politiques qui prétendent parler au nom des travailleurs et des masses populaires se comportent de la même manière.

Même s'il y a eu « provocation » de part ou d'autre, une île inhabitée, couverte de glace pendant une partie de l'année, inondée pendant une autre, ne vaut pas la vie de centaines de soldats chinois ou soviétiques. Ceux-ci n'ont pas à mourir pour démontrer la « fermeté » de tel chef ou pour renforcer le prestige de tel groupe bureaucratique.

Du côté soviétique, on invoque « l'invulnérabilité du territoire ». Mais l'expérience a démontré que lorsque le gouvernement soviétique désire établir des rapports de « coexistence pacifique » ou de « bon voisinage » avec tel ou tel gouvernement bourgeois, voire réactionnaire ou semi-fasciste (Iran, Afghanistan, Turquie, Pakistan), il réussit parfaitement à régler à l'amiable ses disputes au sujet du tracé de la frontière, sans voir dans chaque crête de montagne ou dans chaque rive fluviale une question de prestige justifiant un conflit armé.

La même remarque s'applique aux dirigeants chinois. Ils font grand cas de la défense de « chaque herbe de la patrie socialiste » contre l'U.R.S.S. « qui a restauré le capitalisme ». Mais avec le Pakistan, où ne sévissait pas seulement le capitalisme mais encore une dictature militaire brutalisant et exploitant féroce-ment le peuple, les dirigeants chinois ont été parfaitement capables de conclure un traité (voir Pékin-

Information n° 2 du 18 mars 1963) qui stipule en son point 5 que « les deux parties sont convenues que tout différend au sujet de la frontière qui pourrait surgir après la délimitation de la ligne frontière existant de fait entre les deux pays, sera réglé pacifiquement par les deux parties, au moyen de consultations amicales ».

Le gonflement artificiel du conflit frontalier sur l'Oussouri, à la grande joie du Capital et de la Réaction dans le monde entier, est donc contraire aux intérêts des peuples soviétique et chinois, contraire aux intérêts du socialisme. Il s'explique par un calcul étroit et sectaire des deux bureaucraties, l'une, celle de Moscou, espérant renforcer « l'unité » des partis communistes pro-soviétiques devant l'« agression chinoise », lors de sa future conférence internationale, l'autre, celle de Pékin, espérant refaire l'unité des communistes chinois à la veille du IX^{ème} Congrès contre « l'agresseur soviétique ».

7. — ASSEZ D'HYPOCRISIE !

Lorsque la presse soviétique et celle de certains P.C. d'Occident (avant tout le P.C.F.) qui lui emboîtent le pas versent des larmes de crocodiles sur la « division des forces anti-impérialistes » provoquée par la « clique de Mao Tsé-Toung », on ne peut s'empêcher d'être saisi de dégoût devant tant d'hypocrisie.

L'impérialisme américain a multiplié les menaces contre la R.P. de Chine. Des chefs militaires ont ouvertement menacé de « nucléaireiser les Chinois » (« to nuke the Chinks »). Le Kremlin n'a pas une seule fois réitéré sa garantie nucléaire à l'égard de la Chine. Mais ce seraient les Chinois qui auraient « divisé les forces anti-impérialistes » !

L'impérialisme a pu impunément intervenir avec ses forces armées sur maints points du globe, contre la révolution, du Congo-Kinshasa à la République dominicaine et de la Malaisie à la Bolivie, sans que l'U.R.S.S., pourtant deuxième puissance du monde, ne bouge le petit doigt. Mais ce seraient les Chinois qui auraient « divisé les forces anti-impérialistes » !

L'impérialisme a pu attaquer et violer le territoire de la République populaire du Vietnam, pourtant « partie de la grande famille des nations socialistes ». Il n'y a eu aucune riposte équivalente de la part du Kremlin, ni là ni à un autre endroit du globe. Mais ce seraient les Chinois qui auraient « divisé les forces anti-impérialistes » !

Les seuls endroits où Moscou est intervenu massivement ces derniers temps, ce n'est pas sur des fronts de lutte anti-impérialiste, mais c'est en Tchecoslovaquie, sur les frontières de la Chine, où l'impérialisme est absent et où les coups ont été portés non au capitalisme mais à des pays qui avaient renversé le capitalisme.

La presse soviétique parle de « division des forces anti-impérialistes », mais en même temps les diplomates soviétiques font des démarches auprès des gouvernements bourgeois, y compris ceux de Washington et de Bonn, pour les « informer » du conflit avec la Chine, acte inouï que même Staline n'avait pas osé lors de son conflit avec la Yougoslavie.

La presse soviétique parle de « division des forces anti-impérialistes » mais elle publie le poème dégoûtant d'Evtouchenko, qui emploie à l'égard de la Chine un langage carrément raciste, parle du « péril » d'une nouvelle « invasion des Huns » et fait vibrer le rappel du « péril jaune et barbare » dans les cœurs réactionnaires de tous les pays.

Les dirigeants chinois, aveuglés par leur subjectivisme, facilitent la tâche aux maîtres du Kremlin, en parlant à leur tour du « fascisme » qui serait au pouvoir à Moscou, et ressoudent ainsi la masse du peuple soviétique autour d'un pouvoir bureaucratique pourtant plus contesté qu'on ne le suppose en général.

Devant ces tristes ébats de bureaucrates qui ont perdu la tête, les vrais marxistes et les vrais communistes doivent faire entendre leur voix de toutes leurs forces. Leurs mots d'ordre à l'adresse du Kremlin doivent être : « Bas les pattes devant la révolution chinoise ! Retirez vos forces de la frontière chinoise ! Réglez à l'amiable le différend frontalier avec la R.P. de Chine ! Cessez vos louches manœuvres avec Taiwan et Washington. Envoyez tanks et avions au Vietnam, plutôt qu'à Prague et sur l'Oussouri ! »

À l'adresse de Pékin ils doivent se formuler ainsi : « Cessez vos bavardages irresponsables sur la « restauration du capitalisme fasciste » en U.R.S.S. ! Cessez la politique de prestige et d'aventurisme ! Cessez d'envoyer des forces sur l'Oussouri ! Réglez le conflit frontalier à l'amiable avec l'U.R.S.S., comme vous l'avez fait avec le Pakistan ! Proposez un front unique anti-impérialiste aux dirigeants soviétiques, en les prenant au mot et en les mettant au défi d'appliquer une série de mesures urgentes pour renforcer la lutte anti-impérialiste immédiatement sur plusieurs fronts ! »

Aux uns et aux autres les révolutionnaires répéteront :

« Vos actes, qui causent un préjudice considérable à la cause du socialisme de par le monde, finiront surtout par vous discréditer et par discréditer tout régime bureaucratique dans les États ouvriers. Le jour viendra où les travailleurs soviétiques et les travailleurs chinois prendront eux-mêmes en main la destinée de leurs deux pays, et ce jour-là, la paix régnera à tout jamais sur la frontière sino-soviétique ! »
24 mars 1969.

revue quatrième internationale

Sommaire

N° 36 (mars 1969)

- L'Europe capitaliste est en crise. Vive l'Europe socialiste ! Comité exécutif de la IV^{ème} Internationale).
- A bas les lois d'exception en Espagne.
- La chute de Liu Chao-Chi.
- Perspectives de crise dans les États ouvriers.
- Fondée il y a 50 ans, l'Internationale vit encore.
- Ghulam Hussein, Pakistan, la crise et ses origines.
- La question palestinienne : Plate-forme du Front de Libération Populaire. Déclaration de l'Organisation socialiste israélienne.
- Livio Maitan. Perspectives et responsabilités de la gauche révolutionnaire en Italie.
- G. Nagel. Révolte sans but ni organisation (les congrès syndicaux en Allemagne fédérale).
- Armando Gomes. La montée révolutionnaire au Brésil.
- Le P.C. mexicain et la lutte des étudiants.
- Robert Langston. Herbert Marcuse et le marxisme.
- Les livres. Les droits de l'écrivain, Le Pavillon des cancéreux, de A. Soljenit-syne, par M. Lequenne.

LE NUMERO : 5 F

Abonnement : 1 an (6 n^{os}) 25 F
C.C.P. :

Pierre Frank 12648-46 Paris

25 avril
mutualité
20 h. 30
meeting
rouge
lutte
ouvrière

l'épisode
du référendum
et la lutte
contre
le gaullisme

